Elections législatives 3e Circonscription

Parti Socialiste Unifié



Maurice CARMONA

Agrégé de l'Université
Ancien Attaché de recherches au Centre National de la Recherche Scientif.
Maître-Assistant à la Faculté des Lettres et Sciences humaines de Bordeaux
Engagé volontaire dans les Forces Françaises Libres
Croix de guerre 1939-45 - Médaille de la France Libérée
Chevalier des Palmes Académiques

« Voter pour les candidats du P. S. U., c'est approuver cette exigence d'un contrat politique loyal reposant sur un programme solide, détaillé et cohérent. »

Pierre MENDES-FRANCE.

Electrices, Electeurs,

Votre vote du 5 mars doit exprimer un choix :
— ou bien vous signerez un nouveau chèque en blanc au chef de l'Etat;
— ou bien vous refuserez d'abdiquer votre dignité de citoyen.

C'est afin de vous aider à faire ce choix que le P.S.U. m'a désigné pour solliciter vos suffrages.

Le P.S.U. n'a jamais varié dans son opposition à une politique fausse, injuste et dangereuse.

— Il n'y a pas de stabilité, pas d'avenir des institutions; tout repose sur un seul homme. Que deviendra demain la coalition hétéroclite dont les premiers craquement se font déjà entendre ? Pensez aux « dissidences gaullistes » (en Gironde même, dans la 1re circonscription), au « Oui, mais... » de Giscard d'Estaing.

— Les libertés sont menacées :
- l'information est dirigée;
- le chef de l'Etat devient chef de parti en désignant les candidats officiels.

— Les conquêtes des travailleurs sont en danger :
- le pouvoir a préféré taire jusqu'aux élections ses projets de « réforme » de la Sécurité Sociale;
- les organisations syndicales sont tenues à l'écart ou consultées pour la forme;
- l'attitude de l'Etat encourage un patronat de combat : DASSAULT, notable et grand bénéficiaire du régime, veut par le lock-out mater des travailleurs justement révoltés.

— Le progrès économique n'est pas assuré :
- le Plan (« ardente obligation », a dit un jour De Gaulle) n'est pas respecté par les grosses concentrations financières; les investissements n'assurent pas le plein emploi, au moment où les jeunes se pressent sur le marché du travail;
- l'aménagement du territoire est une faillite totale; la crise s'installe à BORDEAUX et dans toute l'AQUITAINE : fermetures d'entreprises, débauchages, 5.000 chômeurs. Devant la C.O.D.E.R., même CHABAN-DELMAS a dû avouer son échec : « L'Aquitaine ne peut plus compter que sur elle-même », et comme il fallait trouver des responsables, il a mis en accusation l'Université de BORDEAUX !

— Le progrès social n'existe que dans les discours officiels :
- les « commissions Grégoire » sont une régression : elles empêchent une discussion véritable entre l'Etat-patron et ses employés;
- le logement est, avec les hôpitaux, la honte du régime : il y a encore 15 millions de mal-logés, car l'Etat abandonne les logements sociaux, pendant que les résidences luxueuses restent inoccupées;
- l'écart ne fait qu'augmenter entre les gros revenus et les faibles rémunérations; le régime est dur pour les faibles et les inorganisés : personnes âgées, familles nombreuses, travailleurs au S.M.I.G.; la fiscalité s'alourdit pour les revenus du travail mais favorise ceux du capital;
- les besoins de formation humaine, culturelle, professionnelle de toutes les couches sociales ne sont pas assurés, la recherche scientifique et technique progresse avec une dangereuse lenteur.

— La politique extérieure, malgré quelques apparences, est inefficace et dangeruse :
- elle repose sur une inspiration nationaliste (même en sport : voyez les ridicules incidents de Chamrousse !) qui appartient au passé; c'est un exemple contagieux pour l'Allemagne, qui recommence à s'agiter;
- le dégagement de l'O.T.A.N., que nous approuvons, n'empêche pas la colonisation progressive du pays par les capitaux américains (affaires SIMCA, BULL, etc.);
- la condamnation de la sauvage agression américaine au Vietnam n'est que verbale; les actes ne suivent pas les attitudes spectaculaires;
- la force de frappe, enfin, construite à grands frais, augmente les dangers de dissémination de l'arme atomique; l'atome risque d'échapper à tout contrôle; aucun homme d'État responsable ne peut jouer avec le problème le plus grave de notre temps : la menace de destruction totale de notre civilisation et de l'espèce humaine même.

Si vous êtes d'accord avec cette analyse, vous vous demandez sans doute :

« Comment changer de politique sans revenir aux errements et à l'impuissance du passé ? »

Le P.S.U. seul vous propose des solutions.

Ce jeune parti est formé d'hommes qui ont toujours lutté contre les faiblesses de la IVe République, au premier rang son leader, Pierre MENDES-FRANCE. Depuis huit ans, le P.S.U. a participé à toutes les actions en faveur de l'unité des travailleurs et de la rénovation de la Gauche, deux objectifs indissociables. Pierre MENDES-FRANCE, candidat à GRENOBLE, porte-parole du P.S.U. à la Télévision, apparaît comme le principal adversaire de Georges POMPIDOU. Derrière lui se sont rangés les quatre prix Nobel scientifiques français, les Professeurs KASTLER, JACOB, LVOFF et MONOD; ce dernier a dit de MENDES qu'il incarnait « le talent, le courage et la probité politiques ». Pour assurer la victoire de la Gauche, le P.S.U. a proposé (et proposera toujours) au P.C. et à la F.G.D.S. un candidat unique partout, dès le 1er tour, défendant un programme de gouvernement élaboré en commun. Malgré ses efforts, cet objectif n'a pu encore être atteint : la F.G.D.S., qui tarde à se dégager des combinaisons tactiques du passé, a refusé de sortir de l'équivoque, le P.C. n'évolue que lentement. Cependant, les accords conclus, notamment pour le second tour, entre P.S.U., P.C., F.G.D.S., sont un premier pas dans le bon sens.

Dans ces conditions, le P.S.U. propose un programme de gouvernement qui fixe avec hardiesse et réalisme les objectifs à atteindre en cinq ans et chiffre les moyens à mettre en œuvre : ce programme de l'alternative démocratique et socialiste au gaullisme peut servir de base, demain, à l'action du gouvernement de la Gauche unie.

— De la base au sommet, la démocratie est développée :
- dans l'entreprise;
- au niveau de la commune et de la région, largement décentralisées; c'est le seul moyen d'assurer le développement de BORDEAUX, de l'AQUITAINE, en décolonisant la province;
- au sommet, par le gouvernement de législature : une législature, un gouvernement, un plan, c'est-à-dire un gouvernement désigné pour cinq ans par une majorité qui conclut un contrat sur un Plan de cinq ans.

— **L'économie est mise au service du peuple :**
- le contre-plan du P.S.U., élaboré démocratiquement, prévoit le plein emploi et une expansion vigoureuse par l'utilisation des immenses ressources de la technique moderne et des réformes de structure profondes : les secteurs essentiels de l'économie sont libérés de la volonté égoïste des monopoles et mis au service de l'intérêt général (nationalisation des grandes banques, des entreprises aéronautiques : exemple DASSAULT, etc.).

— **La justice sociale est établie :**
- fiscalité équitable;
- construction de 550.000 logements par an (dont 300.000 H.L.M. locatives) contrôlée par un Service National de l'Habitat;
- relèvement substantiel des revenus les plus faibles (retraite minimum : 250 fr. par mois, S.M.I.G. à 600);
- développement massif de l'enseignement, notamment technique et supérieur, sous le signe de la démocratisation et de la laïcité restaurée.

— **La politique extérieure est fondée sur la recherche de la paix véritable et la coopération internationale :**
- abandon de la force de frappe : le retentissement de ce geste aidera au désarmement atomique général;
- coexistence pacifique, fin des blocs militaires, présence active à l'O.N.U., lutte sincère pour la fin du génocide au Vietnam, aide efficace au développement des économies et des peuples du Tiers-Monde;
- construction, avec la démocratie britannique, de l'Europe des peuples, et non de l'Europe des trusts.

Le P.S.U. ne fait pas de promesses démagogiques. Ses objectifs sont hardis mais mesurés et chiffrés avec sérieux. Tout ne peut être fait en cinq ans, mais de grands progrès peuvent être réalisés pour la satisfaction des aspiration humaines.

Pour la réalisation de ce programme, je viens solliciter vos suffrages. Je ne suis pas un politicien professionnel, je suis un démocrate et un socialiste; je suis prêt à travailler pour l'intérêt général, dans cette région bordelaise où je suis fixé depuis vingt ans et à laquelle me lient désormais mes tâches de Professeur et d'Historien. J'ai été gaulliste quand il fallait l'être, sur les champs de bataille de la France Libre; je ne suis pas gaulliste quand il s'agit de cautionner un pouvoir personnel et une politique injuste, dangereuse et qui tourne le dos à l'avenir de notre pays et de nos enfants. A mes côtés se trouve mon ami **Claude JAUMOUILLIE**, Bordelais, père de famille, enseignant laïque, militant syndicaliste et socialiste chevronné.

Si vous approuvez ce programme,
Si vous voulez porter au pouvoir une Gauche unie et rénovée,
Si vous voulez apporter votre soutien au combat lucide et courageux de Pierre MENDES-FRANCE,



Vous voterez **P. S. U.**

Vous voterez

Maurice CARMONA

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Claude JAUMOUILLIÉ

Professeur de l'Enseignement Technique
Membre du bureau départ. Syndicat de l'Enseignement Technique C.G.T.

Vu, les Candidats.

Imp. Centrale, Bx